



Police du stationnement
Extrait du registre des arrêtés du Maire

GRAND LYON
la métropole

Police de la circulation
Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté Temporaire de circulation et de stationnement n°**25.143**

Objet : Réglementation du stationnement et de la circulation **pour les travaux d'agrandissement de l'école Jeanne d'Arc** portant sur la **rue Maréchal Foch** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or.

Le Président de la Métropole de Lyon
Le Maire de la commune de Collonges au Mont d'Or

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1, L.2213-3-2, L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 et en 2017 ;

Vu l'arrêté 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

Vu la demande formulée par **l'entreprise Biometal – 06.72.32.07.47**

Considérant que pour garantir la sécurité lors **de la dépose d'un camion grue rue Maréchal Foch** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic.

ARRETEMENT

Article 1 :

La circulation est interdite à tous véhicules face au **n°18 rue Maréchal Foch sur la portion comprise entre allée du Colombier à l'entrée du Parking** en agglomération de la commune de Collonges au Mont d'Or,

- Du 30 juin au 01 juillet 2025
- La signalisation est mise en place par moyen de panneaux B15 et C18.
- Laisser libre accès aux piétons

Article 2 :

Le stationnement situé face au **n°18 rue Maréchal Foch** du 30 juin au 01 juillet 2025 sera réservé à l'emplacement d'un camion grue de 10ml X 7.5ml pour **l'entreprise Biometal – 06.72.32.07.47**

Le stationnement à proximité du chantier sera interdit.

Article 3 :

-Concernant le camion grue : il sera posé sur une voie de circulation au droit du chantier et devra être visible de jour comme de nuit (balisage ou éclairage à chaque extrémité du chantier).

-Vu l'étroitesse de la voie, ça largeur ne devra pas dépasser 10ml X 7.5ml.

-Il appartient à l'entreprise de prendre toutes les précautions nécessaires afin de préserver l'intégrité de la chaussée de dommages occasionnée.

-Le chantier sera signalé conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire 50m avant et au droit du chantier par panneaux type AK5 AK3 AK14

Article 4 :

Des déviations sont mises en place :

- **par l'allée du Colombier- chemin du Rochet – rue de la Mairie**
- **par rue de la Mairie – rue de Chavannes - chemin du Rochet - allée du Colombier**

Article 5 :

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), sont maintenus en permanence et protégé par des barrières au droit du chantier.

Le bénéficiaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux biens, du fait de l'autorisation qui lui sera accordée. Il sera tenu notamment de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire.

Article 6 :

Une signalisation temporaire appropriée au droit de la zone précédemment définie sont mis en place, et maintenu en parfait état par l'entreprise à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle.

Article 7 :

Tous les appareils hydrauliques de lutte contre les incendies seront dégagés et accessibles en permanence. Les interventions ne devront pas gêner les services de secours et la collecte des déchets ménagers et dans le cas contraire, les intervenants seront tenus de tirer les bacs de collecte en limite des travaux.

Article 8 :

Toutes infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière conformément à l'article R 610-5 du code pénal et aux dispositions du code de la route.

Article 9 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur en mairie et à chaque extrémité du chantier par l'entreprise.

Article 10 :

Tous les agents de la force publique Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- La Gendarmerie Nationale
- Le Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS)
- Le Territoire des Services Urbains - Voirie - Propreté – Nettoyement – Collecte – Eau
- L'Entreprise pétitionnaire.

Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Collonges au Mont d'Or, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Collonges au Mont d'Or, le 16/06/2025



A Lyon, le 16/06/2025
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon
Vice-Président délégué à la voirie et aux
mobilités actives